

Communiqué de presse

CGT, Solidaires, FO – DRFIP35

Objet : Fermetures de trésoreries en Ile-et-Vilaine

Rennes, le 15 mai 2017

Le directeur des finances publiques d'Ile-et-Vilaine annonce son projet de fermeture dans les années 2018-2019 :

- de la trésorerie de Châteauneuf-d'Ile-et-Vilaine, par fusion avec la trésorerie municipale et le service des impôts des particuliers de St-Malo,
- de la trésorerie d'Allaire (Morbihan) par fusion avec la trésorerie de Redon,
- de celle de Janzé ou de Retiers, par fusion des deux sur l'une des deux communes, restant à déterminer,
- de celle du Centre Hospitalier Guillaume Régnier, par fusion avec celle du Centre Hospitalier Universitaire dans de nouveaux locaux à Pontchaillou,
- de l'activité « impôts » de la trésorerie d'Antrain, par transfert au service des impôts des particuliers de Fougères.

Les syndicats CGT, Solidaires, FO de la direction, représentant 84 % des personnels, dénoncent ces projets de restructuration et demandent leur abandon.

Ce scénario très technocratique, qui nie les réalités sociales, aura comme conséquence de retirer le dernier Service Public d'État encore présent aujourd'hui dans les zones rurales et périurbaines. Il éloignera les usagers de leurs services, parfois de plusieurs dizaines de kilomètres, en rendant l'accès à nos guichets quasiment impossible pour nombre d'entre eux, souvent les plus fragilisés, ceux qui en ont le plus besoin.

Cela se traduit déjà par une perte de confiance de nos concitoyens dans le service public républicain, par une progression du non-consentement au paiement de l'impôt et des produits locaux et par l'augmentation des incivilités et des comportements agressifs.

En l'espace de dix ans, les agents des Finances Publiques auront subi plus de 30 000 suppressions d'emplois, des réorganisations incessantes et la réduction continue de leurs moyens de fonctionnement. Ainsi, 44 emplois de catégories B et C sont supprimés en 2017 en Ile-et-Vilaine. Depuis 2002, déjà 17 trésoreries de proximité ont été fermées dans le département.

Alors même que l'élection présidentielle a démontré le rejet de ces politiques par les populations des secteurs ruraux en Ile-et-Vilaine, ces décisions du DRFIP vont totalement à l'encontre du message envoyé en renforçant leur sentiment d'abandon.

Les syndicats CGT, Solidaires, FO vont s'adresser aux élus et aux usagers, afin d'organiser la mobilisation contre ces nouvelles destructions du service public.

Pour les organisations syndicales des Finances Publiques signataires :

CGT finances publiques

Hervé COUVERT

Solidaires finances publiques

Gérard HURE

FO DGFIP

Catherine LE GUENNEC